

Daniel Amédro

déc. 2024-fév. 2026

Tectonique des puissances¹

¹ Références bibliographiques : Nicola Capelluto, **Crise de la dette et crise de l'ordre**, éditions Science marxiste, 900 pages, 2024 ; Maxime Vivas et Jean-Pierre Pages (dir.), **La Chine sans œillères**, éditions Delga, 200 pages, 2021.

L'ASCENSION DE LA CHINE DANS LE COMMERCE MONDIAL²

Nous sommes en train de vivre un changement historique de l'équilibre entre les puissances qui est à l'œuvre depuis plusieurs décennies, et qui s'exprime à la faveur du ralentissement de la croissance mondiale des quinze dernières années.

C'est une histoire dont les trois plus grands acteurs sont les USA, l'UE et la Chine, mais avec un rôle pour cette dernière tout à fait spécial. De la mort de Mao jusqu'à la crise de 2007-2008, la Chine n'avait que des avantages : l'Occident pouvait y implanter nombre d'activités (et la pollution qui va avec), exploiter massivement la main-d'œuvre bon marché et réaliser d'immenses profits. La Chine, quant à elle, vendait à l'Occident des articles bon marché que, du coup, tout un chacun pouvait se payer.

Il devenait possible d'acheter à ses enfants « **des montagnes de cadeaux de Noël**³ ».
 « **En fait, la Chine a sauvé le capitalisme**⁴ ».

Et puis, cela a commencé à “se gâter”. D'abord, la Chine n'a pas changé comme le souhaitait l'Occident : elle est restée communiste, en tout cas au niveau des déclarations officielles, mais peut-être aussi dans les faits, même si ceux-ci ne sont pas faciles à démêler.

² J'ai inséré dans ce premier texte, rédigé en décembre 2024, nombre d'idées/remarques/informations évoquées par Robert Charvin lors de la formation sur les relations internationales le 5 décembre 2024.

³ Vivas et Page.

⁴ Vivas et Page.

Bruno Drwreski dit dans le livre de Vivas et Pages : « *La propagande bourgeoise a certes applaudi, dans un premier temps, aux "réformes du marché" introduites en 1978 en Chine, mais c'était dans l'espoir que ces réformes mènent le pays vers le capitalisme et, puisqu'aujourd'hui il s'avère que l'État garde la maîtrise de la politique économique, et qu'il fait toujours référence au socialisme, le discours occidental revient vers celui de la guerre froide* ».

Ensuite, cela s'est aussi gâté parce que la Chine a commencé à s'élever dans la chaîne de valeur de l'industrialisation ; dans le même temps, ses prix sont demeurés "désespérément" compétitifs, même pour les produits de haute technologie ; enfin, elle a pris une initiative spectaculaire qui déplaît beaucoup à l'Occident : « **Une ceinture une route** » (Belt and Road Initiative, *BRI*), dite aussi « **Nouvelles routes de la soie** ».

Finie le bon petit « **apprenti en capitalisme**⁵ ». La peur de la Chine a resurgi (si tant est qu'elle avait jamais disparu...).

Des chiffres :

Croissance mondiale

Unité : taux annuel moyen	1998-2007	2008-2022
Pays avancés	2,7	1,4
Pays émergents	5,8	4,5
Monde	4,2 (3,6 à taux de change constant selon la Banque mondiale)	3,1 (2,6 à taux de change constant selon la Banque mondiale)

Sources : FMI et Banque mondiale.

Données en parité de pouvoir d'achat, qui est un taux de conversion monétaire permettant d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies. Ce taux exprime le rapport entre la quantité d'unités monétaires nécessaires dans des pays différents pour se procurer le même « panier » de biens et services. Ce taux de conversion peut être différent du « taux de change » ; en effet, le taux de change d'une monnaie par rapport à une autre reflète leurs valeurs réciproques sur les marchés financiers internationaux, et non leurs valeurs intrinsèques pour un consommateur.

⁵ Vivas et Page.

Le taux de croissance du PIB mondial baisse de plus d'un point entre les deux périodes (4,2 → 3,1). Mais alors que la décélération est de presque la moitié pour les pays avancés (2,7 → 1,4 ; -1,3 point), elle n'est que d'un quart pour les pays émergents (5,8 → 4,5 ; -1,3 point). Il faut aussi préciser que ce long ralentissement des pays avancés s'est accompagné de nombreuses phases de dépression et de reprise typiques des pays capitalistes.

La baisse accentuée et persistante du taux de croissance des pays avancés n'a pas été sans inquiéter les économistes, qui y ont vu, pour les uns, le signe de l'émergence d'un régime de croissance déprimée,

et, pour les autres, -plus pessimistes, -l'inauguration d'une ère de décrochage du capitalisme, désormais incapable « *de se comporter selon le modèle capitaliste historique*⁶ ».

D'autres encore diagnostiquaient une « **grande contraction** » similaire à celle des années 1930. Pour faire bon poids, en 2013, l'économiste Larry Summers, ancien Secrétaire du Trésor des États-Unis, formula la théorie de « **stagnation séculaire** ». Dans le même ordre d'idées, Michael Spence, Prix Nobel d'économie, reliait, quant à lui, les taux calamiteux ci-dessus à la convergence plus que séculaire - et inéluctable - des pays émergents vers les pays avancés, c'est-à-dire à leur élévation dans la chaîne de valeur.

Bref, le petit monde de la haute finance avait le blues, et se tournait vers l'État pour lui demander subventions et protection. L'heure n'était pas aux investissements hasardeux, mais à la « **préférence pour la liquidité** ». C'est ainsi que des milliers de milliards de

⁶ Bill Gross, fondateur du groupe financier PIMCO, en 2011.

 dollars ont afflué sur les comptes des banques de dépôt et des banques d'investissement, conservés dans les coffres des banques centrales.

Voilà pour le PIB. Le ralentissement a été plus prononcé dans le commerce international :

Croissance du commerce international

Unité : taux annuel moyen	1998-2007	2008-2022
Pays avancés	5,9	2,4
Pays émergents	9,1	3,7
Monde	6,8	3,0

Sources : FMI et Banque mondiale.

Mais, les pays avancés ont sauvé les meubles grâce à l'effet de ciseau suivant :

- Dans la première période, la croissance du commerce international est supérieure à celle du PIB pour tout le monde : 5,9/2,7 pour les avancés et 9,1/5,8 pour les émergents. C'était la période du libre-échange triumphant.
- Dans la seconde période, deux situations émergent :
 - Dans le contexte du ralentissement de la croissance, les économies avancées ont maintenu un rythme de croissance de leurs exportations supérieur à celui de la croissance du PIB (2,4 > 1,4),
 - Tandis que les économies émergentes ont eu un taux de croissance moyen des exportations inférieur à celui du PIB (3,7 < 4,5) mais supérieur au taux de croissance des exportations des pays avancés (3,7 > 2,4).

Où est l'effet de ciseau ?

La récession de 2009 s'est traduite, dans les économies avancées, par une forte contraction de la demande intérieure qui empêché les pays émergents de maintenir leurs exportations au haut niveau où elles étaient,

et qui les a conduits à se tourner vers leurs marchés intérieurs tout en maintenant – là est le point – l'ouverture de leurs économies aux exportations des pays avancés. Voilà pourquoi la récession de 2009 ne s'est pas traduite, dans les pays avancés, par la dépression redoutée, mais par un simple ralentissement de la croissance.

Exemple pour l'Europe : entre 2008 et 2014, le commerce intra-européen n'a pas augmenté, mais l'Europe a connu une croissance globale de ses exportations (+ 4,5%), surtout due à ses exportations vers l'Asie (+ 41%) tirées par les exportations vers la Chine (+ 92%).

Le libre-échangisme impérialiste a donc été maintenu à flot, dans les années de crise, par les pays émergents.

Mais, le monde n'est pas parfait : ce qui avait été un développement exogène pour les pays avancés (haut niveau d'exportation maintenu) fut un développement endogène pour les émergents (forces productives renforcées, besoins sociaux mieux satisfaits).

Il en est résulté un changement historique dans les proportions de l'équilibre économique entre les puissances et de l'équilibre politique entre les États.

Part du PIB mondial

Unité : %	1998	2022
Pays avancés	57,0	42,0
Pays émergents	43,0	58,0
<small>Sources : FMI.</small>		

Le FMI situe le retournement un peu avant ou un peu après 2010.

Face à ce constat, il se dit aux USA, -et aussi en Europe,- que c'est le « *libre-échangeisme naïf* » de l'Occident qui a donné des avantages excessifs à la montée en puissance du géant chinois.

Mais, l'examen de l'évolution économique des quarante-cinquante dernières années ne confirme pas ces “éléments de langage”.

Part du PIB mondial

Unité : %	1998	2008	2022
USA	20,2	17,5	15,6
UE	20,5	17,4	14,9
Chine	6,7	11,4	18,5

Source : FMI. Données en parité de pouvoir d'achat (cf. note du 1^{er} tableau).

La part des pays émergents dans le PIB mondial est effectivement restée bloquée à 37% entre 1980 et 1991, mais elle a augmenté ensuite pour atteindre 43% au tournant du siècle. Et cela ne s'est pas arrêté là.

Au cours des deux premières décennies du siècle, la Chine a successivement dépassé les vieilles puissances les unes après les autres, pour finir par se placer en tête en termes de PIB. Elle avait ainsi progressé de 12 points de PIB en ¼ de siècle, soit les ¾ de la progression de l'ensemble des pays émergents en points de PIB entre 1998 et 2022 ($11,8/15 = 79\%$).

Globalement, les rapports de force commerciaux ont suivi la même trajectoire.

Part des exportations de marchandises en valeur

Unité : %	1998	2008	2022
USA	16,4	10,6	10,1
UE	18,8	15,8	13,2
Chine	4,6	11,8	17,5

Source : OMC. Les données de l'UE sont nettes des exportations intra-européennes.

Ce sont là des évolutions particulièrement amples et rapides qui rendent tout à fait obsolète la définition de « pays émergent ». Les 12 économies « émergentes » du G20 sont maintenant des puissances capitalistes ou des puissances régionales qui ont pleinement émergé. Les BRICS étendent rapidement leur influence⁷ et haussent le ton. Robert Charvin⁸ relève comment les Chinois parlent des BRICS : ils disent « **la majorité mondiale** ». Revendiquant une plus grande place au sein du FMI et un rôle plus important dans la direction des institutions de Bretton Woods, ils veulent devenir la référence pour les pays émergents.

L'histoire longue est utile aussi pour apprécier la place de l'économie États-unienne dans l'économie mondiale :

- Après la seconde Guerre mondiale, le PIB américain à taux de change courants représentait environ 50% du produit mondial ;
 - En 1960-1962, il était encore proche de 40% ;
 - Jusqu'au début des années 1970, il reste supérieur à 30% ;

⁷ L'Égypte, les EAU, l'Éthiopie et l'Iran ont rejoint les BRICS en janvier 2024, tandis que le Bangladesh, l'Égypte, les EAU et l'Uruguay ont été accueillis comme nouveaux associés de la banque du groupe, la nouvelle Banque de développement.

⁸ Formation du 5 décembre 2024 sur les relations internationales.

- Après la suspension unilatérale de la convertibilité du dollar par Richard Nixon, en 1971, la part des EU dans le PIB mondial fluctue pendant trente ans entre 25 et 30% ;
 - Avec la crise financière mondiale, cette part tombe à 21% ;
 - À partir des années de la crise de la dette de la zone euro, la part états-unienne remonte ;
 - Au final, elle est revenue à 25%.

Le plus souvent, la part états-unienne est plus importante que celle de l'Europe.

La Chine émerge comme troisième acteur après son adhésion à l'OMC. Sa force exportatrice de plus en plus écrasante va jouer un rôle décisif dans la désinflation de l'économie mondiale. Par ailleurs, en recyclant ses excédents dans le financement de la dette américaine, elle en est aussi devenue la principale béquille.

Cette convergence a pris fin en plusieurs temps : avec la crise financière (2007-2008), avec la formation des BRICS (2009-2010), et à la suite des initiatives chinoises de 2013 (« **Une ceinture et une route** »), 2014 (Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures <AIIB> dotée de 100 Mds de dollars⁹) et 2015 (« **Made in China 2025** » visant à conquérir la suprématie dans dix secteurs technologiquement stratégiques). Jusqu'en 2019, cependant, la Chine restera le plus grand créancier étranger du trésor américain.

Trump va lancer la contre-offensive lors de sa première présidence : guerre commerciale contre Pékin, abandon du traité transpacifique (TTP) avec 11 pays dont le Japon,

⁹ Initiative qui recueillit rapidement l'adhésion de 57 pays dont tous les principaux pays de l'UE.

sortie de l'accord de Paris sur le climat, annulation de l'accord nord-américain de l'ALÉNA (révisé et reconstitué en 2020).

Était-ce la fin de la mondialisation ? Il est certain que l'unilatéralisme américain/trumpien (décisions unilatérales, partenaires mis devant le fait accompli) a mis en crise le multilatéralisme (fondé sur la négociation). Il est vrai également que des restructurations de chaînes de valeurs mondiales ont été entreprises, encouragées notamment par la pandémie, mais il ne faut pas dramatiser ces processus, qui ont déjà existé dans le passé. Il est vrai encore que la réalité économique mondiale ne se résume pas à la mondialisation et qu'existent des processus spontanés de régionalisation du commerce. La fragmentation peut aussi provenir du retour de l'État dans l'économie, avec des mesures de protection sociale et de protection du marché. Enfin, il faut mentionner la volonté partagée de par le monde d'empêcher la Chine de (finir de) combler son retard et de parvenir à la suprématie technologique mondiale.

Mais, de là à parler de la fin de la mondialisation, il y a un pas que les données mondiales – à ce jour – n'accréditent pas.

Si la crise de 2008 a bien marqué un point culminant de la mondialisation, le commerce mondial des marchandises a néanmoins atteint en 2022 des niveaux records et le commerce total entre les USA et la Chine a atteint, pour sa part, un niveau record de 691 Mds de dollars en 2022, soit 24% de plus qu'en 2019.

Par ailleurs, la part des « intrants intermédiaires ¹⁰ » dans les exportations mondiales est restée à peu près constante, ce qui suggère qu'il

¹⁰ Biens utilisés pour produire d'autres biens.

n'y a pas eu de reconfiguration/relocalisation vraiment majeure des chaînes de valeurs internationales. Les entreprises continuent d'effectuer leurs achats selon des critères de coût et de qualité. Les gouvernements peuvent, certes, venir bousculer cela, mais les effets ne se feraient pas sentir du jour au lendemain. Quoi qu'il en soit, il y a fort à parier que des relocalisations à grande échelle, qui diviseraient le monde en deux blocs économiques distincts, entraîneraient des pertes de production notables.

Il est indéniable, par contre, que nous assistons à une montée rapide du protectionnisme, et spécialement à sa toute première forme, c'est-à-dire les barrières croissantes au commerce et à l'investissement, et on ne peut pas exclure que cela se termine par le regroupement des pays en bloc économiques rivaux, avec – on l'a déjà dit – un impact important sur la croissance mondiale.

Nous n'en sommes pas encore à ce scénario, mais, d'ores et déjà, le nombre de restrictions commerciales imposées par les pays est passé de moins de 1000 en 2019 à près de 3000 en 2022. Par ailleurs, la CNUCED¹¹ indique que

« Les flux d'investissements transfrontaliers dans les actifs productifs physiques ont cessé de croître dans les années 2010 ».

Investissements directs étrangers – Afflux nets/PIB

Unité : %	2000	2007	2022
Monde	4,6	5,3	1,9
UE (27)	8,7	10,0	2,5
Chine	3,5	4,4	1,0
USA	3,4	2,4	1,4

Source : Banque mondiale

¹¹ Conférence des Nations Unies sur Commerce Et le Développement. Organisme de l'ONU qui surveille les investissements internationaux.

Au total, il n'est pas facile de répondre de façon péremptoire à la question "démondialisation ou pas ?". Les données disponibles peuvent plaider pour les deux thèses. C'est donc encore, pour le moment, l'incertitude qui domine.

Ce qui peut être tenu pour acquis, par contre, c'est la montée en puissance de la Chine et le recul des pays occidentaux. La première réalise ses plans de développement sans coup férir et s'élève à vive allure dans les statistiques mondiales, tandis que les seconds la regardent, nerveux. 40% des brevets dans le monde sont chinois. En outre, souligne Charvin¹², non seulement les pays occidentaux ne peuvent se targuer d'aucun résultat tangible sur les grands enjeux mondiaux (exemples : les COP, la pauvreté), mais en plus, derrière la plupart des guerres qui parsèment le monde – sinon toutes – se profile l'Oncle Sam¹³. La BRI, en particulier, inquiète l'Occident pour plusieurs raisons : elle peut aider la Chine à résoudre ses problèmes de surproduction, mais aussi elle offre aux pays concernés un modèle de développement différent, mais encore elle prive les entreprises occidentales d'opportunités d'affaires et de profit, et enfin elle accroît l'influence géopolitique de la Chine.

 La Chine est-elle pour la mondialisation ? Disons que si mondialisation il y a, la Chine lui est ouverte parce que (dans la mesure où) cela lui est bénéfique, mais qu'elle entend contrôler ces échanges internationaux.

Ce qui est vrai aussi, c'est que la Chine, qui voit bien que les avantages liés à la mondialisation sont en train de se réduire, se tourne de plus en plus vers son marché intérieur, mais cela ne la conduit pas du tout, pour autant,

¹² Formation du 5 décembre 2024 sur les relations internationales.

¹³ Mais, toutes ces guerres, dit Charvin, sont réputées justes, ...puisque décidées par l'Occident.

à se détourner du monde. Elle est et elle reste fermement attachée au multilatéralisme¹⁴.

Ce n'est pas un responsable chinois mais Antonio Guterres, secrétaire général des nations Unies, qui a déclaré : « **La Chine est le pilier le plus important du multilatéralisme, (...) elle participe activement à la coopération mondiale pour le développement et travaille avec la communauté internationale pour explorer la gouvernance mondiale et les mécanismes permettant de résoudre les défis mondiaux** ».

Le contraste avec les États-Unis est saisissant : ces derniers, dit Charvin¹⁵, considèrent toute régulation, quelle qu'elle soit, y compris celle de l'ONU, comme mauvaise pour les USA, et pratiquent à haute dose partout dans le monde la politique du fait accompli et des rapports de forces.

Quand elle coopère avec d'autres pays, la Chine le fait, à l'inverse, sur la base du co-développement, c'est-à-dire de l'accroissement de l'autonomie des pays concernés et de la tendance à la baisse de leurs importations. Dans cette mesure, on peut dire que la Chine pousse à une certaine démondialisation.

Mais, la plus grande puissance commerciale du monde peut-elle aller bien au-delà ? Peut-elle se permettre de se couper du reste du monde ? Non, bien sûr. Je suis donc tenté de proposer une autre formulation : ce que cherche la Chine à travers ses formules incessamment répétées (multilatéralisme, coopération « **gagnant-gagnant** », « **communauté humaine avec un avenir partagé** ») c'est une mondialisation sans

¹⁴ Cf. l'association de la Chine au « **Plan de mise en œuvre du vaccin Covid** » piloté par l'OMS et l'Alliance mondiale pour la vaccination.

¹⁵ Formation du 5 déc sur les relations internationales.

impérialisme. Une mondialisation, donc, mais débarrassée de l'impérialisme états-unien. Cette orientation géopolitique semble recueillir un écho favorable de par le monde. Il faut dire que l'anti-occidentalisme/anti-américanisme va croissant¹⁶. La Chine ne se mêle pas spécialement de l'alimenter, mais elle ne peut pas ne pas constater que dans de nombreux pays ce sentiment prospère.

Le thème de la démondialisation n'est donc pas chinois, mais occidental. C'est un concept-écran derrière lequel se cache l'intention de découpler la Chine du reste du monde. Significativement d'ailleurs, cette idée de découplage était portée par Steve Bannon, conseiller stratégique de Donald Trump lors de sa première présidence.

Elle consiste à dire que l'investissement étranger direct en Chine, -s'il a permis à de nombreuses entreprises de réaliser des profits importants, -a malheureusement donné aussi l'occasion à la Chine de s'industrialiser et de se moderniser selon les standards occidentaux. Cette ligne est maintenant considérée comme inopportune, voire naïve. Les profits, oui, mais le gagnant-gagnant, non ! On est capitaliste ou on ne l'est pas...

Quoi qu'il en soit, cette idée de découplage a d'ores et déjà sensibilisé les Chinois au risque de blocage technologique, de sorte que, depuis plusieurs années, ils s'attachent sans compter à développer une expertise technologique indépendante¹⁷, et qu'il n'est pas interdit de penser que le découplage apparaîtra bien vite pour ce qu'il est : une chimère.

Le capitalisme brille encore, mais seulement selon ses propres critères (accumulation, endettement, chiffres d'affaires, profits, etc.), pas –

¹⁶ Charvin le souligne aussi lors de la formation du 5 déc 2024.

¹⁷ 40% des brevets dans le monde sont chinois.

et de moins en moins - selon ceux des peuples (emploi, protection sociale, besoins satisfaits, etc.). Les signes de fragmentation (protectionnisme, découplage, ententes régionales, etc.) sont en train de s'accumuler, dont les effets sont encore marginaux, dont on ne sait pas non plus s'ils continueront d'être mis en œuvre (et dans quelles proportions) dans la période à venir, et dont nul ne peut dire ce qu'ils sont susceptibles d'engendrer.

Parmi ces signes, le plus important sans doute, -j'y reviens, -figurent les BRICS et leur banque de développement. Quelle dynamique ? Quelle attractivité ? Quel impact mondial sur les (dés)équilibres géopolitiques mondiaux ? Qui vivra verra...

Que peut faire le camp progressiste ? Il peut peut-être ouvrir les yeux sur la Chine. Peut-être verra-t-il des choses qui ne lui plaisent guère. Oui, sans doute, certainement. Mais, attention à ne pas demander à la Chine de ne pas être la Chine. Ce pays a quelques millénaires au compteur, et cela compte. Nous aussi, d'ailleurs, et nous nous réclamons de notre histoire en plus d'une occasion. Et puis, nous, les Occidentaux, avons-nous tant de leçons que cela à donner à la Chine ? Les États-Unis de Trump peuvent-ils sans ridicule se draper dans une toge immaculée et distribuer de sublimes leçons de démocratie et de morale ?

Aussi bien, s'agissant de la Chine, il faut savoir se défaire d'attitudes toutes faites. La Chine ne cherche pas à étendre son modèle aux autres pays. Sans doute a-t-elle suffisamment à faire pour l'appliquer chez elle. Elle entretient des relations diplomatiques, économiques et culturelles avec tous les pays, quel que soit leur régime. En retour, bien sûr, elle attend la même attitude des autres pays. La question n'est donc pas de devenir "pro-chinois"¹⁸, mais de coopérer dans une optique inter/transculturelle ; de faire advenir, comme ils disent, « **une communauté humaine avec un avenir partagé** ». La Chine veut être puissante, elle l'est déjà, mais elle ne cherche pas à devenir une "grande puissance" au sens où on l'entend habituellement.

¹⁸ J'en connais qui, il fut un temps, étaient "pro-soviétiques" ; ils s'en mordent encore les synapses...

Quelle tectonique des puissances est à l'œuvre sous nos yeux ? De quel côté est le développement ? Que pensent les peuples qui, d'ores et déjà, ont fait l'expérience du co-développement avec la Chine ? Qui peut, par le seul effet de son développement, des coopérations «**gagnant-gagnant**» qu'il engage, procurer à nos peuples des opportunités de développement économique et social ? Qui est partant pour faire advenir «**une communauté humaine avec un avenir partagé**» ? Et qui rejette cette perspective ?